

Vous avez dit « primaire » ?

L'agriculture mondiale va vivre des mutations très importantes au 21^e siècle. Tout du moins on doit l'espérer car sinon l'humanité devra le payer chèrement en particulier par des famines, des migrations massives et probablement des guerres. Songeons qu'un homme aussi puissant que Robert Mac-Namara¹ a pu dire : « *Il faut prendre des mesures draconiennes de réduction démographique contre la volonté des populations. Réduire le taux de natalité s'est avéré impossible ou insuffisant. Il faut donc augmenter le taux de mortalité. Comment ? Par des moyens naturels, la famine et la maladie* ».

L'Europe de l'Ouest, et particulièrement la France, est moins menacée, quoi qu'on en dise. Ces pays arrivent à nourrir leur population mieux que jamais, et comme celle-ci n'augmentera plus, il est vraisemblable qu'on n'y connaîtra pas la faim dans un avenir proche. Mais l'ouverture au marché international fait que, là comme ailleurs, rien ne sera plus comme avant. L'incertitude devient la règle, dans ce secteur économique comme dans les autres, voire un peu plus que dans les autres, en raison de préjugés culturels.

Se « libérer » de l'agriculture

Dans l'imaginaire de la population européenne au début du 21^e siècle, il existe en effet une hiérarchie implicite entre les secteurs économiques. Le secteur tertiaire (services), serait « mieux » que le secteur secondaire (industrie), lui-même étant « beaucoup mieux » que le secteur primaire (agriculture, mines et pêche). De savants économistes expliquent doctement que moins un pays repose sur le primaire, mieux il se porte ! L'agriculture ne serait, dans cette conception, que l'enfance de l'économie, et quand un pays grandit il devrait s'en libérer au maximum.

Avec cette conception, la France serait encore un pays relativement attardé avec son agriculture et son agro-industrie encore très présentes ; un pays chaussé de bottes qui s'enliseraient dans la boue et l'empêcheraient d'avancer à la vitesse de l'économie mondiale. Songeons que nous avons encore un Ministère de l'Agriculture de

plein droit, ce qui fait dorénavant exception en Europe (en Belgique, les affaires agricoles sont traitées par le Ministère des classes moyennes, en Allemagne et en Suède par l'alimentation et la protection des consommateurs, en Grande Bretagne par l'environnement, l'alimentation et les affaires rurales, etc.). Le premier ministre anglais Tony Blair n'a-t-il pas déclaré lorsqu'il a pris la présidence de l'Europe : « *un budget européen moderne n'est pas celui qui, dans dix ans, consacrerait 40 % de ses dépenses à l'agriculture, secteur qui regroupe moins de 5 % de la population active* ».

Voilà bien une vision élémentaire, simpliste et caricaturale. L'alimentation n'est pas un produit comme les autres : on en a besoin au moins trois fois par jour tous les jours de sa vie, et donc la régularité, la qualité, la diversité et la quantité de son approvisionnement restent une nécessité permanente, même et surtout quand le pays « grandit ». De plus, l'alimentation crée des emplois, de la culture, des racines, du lien social, du plaisir, etc., toutes valeurs puissamment modernes. Le problème de la survie et de la modernisation de l'agriculture transcende les continents, les époques et les cycles économiques. En France, comme au Zimbabwe ou aux îles Tonga, au 21^e siècle comme au 18^e ou au 5^e.

Manger d'abord, « surfer » aussi

Il n'y a pas en fait plus moderne que l'agriculture et l'alimentation en ce début du 21^e siècle. Ce secteur

détient les clés des besoins essentiels de l'humanité, dont la satisfaction ne va pas du tout de soi alors que nous nous apprêtons à passer de 6 à 9 milliards d'habitants sur la planète. Manger bien sûr, être en bonne santé, mais aussi disposer d'eau douce, d'air pur, d'un climat sain, d'un espace accueillant et d'énergie en abondance. Toutes choses encore plus indispensables au quotidien qu'Internet et les autres merveilles du secteur tertiaire ! La société aura en particulier rapidement besoin des biocarburants et de l'électricité éolienne produits sur nos champs pour faire tourner ses merveilleuses machines « secondaires » ou « tertiaires ». Les problèmes de manque de production vont vite revenir lorsqu'il faudra produire à la fois de la nourriture, de l'énergie et des matières premières industrielles sur des surfaces limitées et en respectant au mieux les équilibres naturels.

A l'heure où, comme chaque année, près de 700 nouveaux étudiants s'apprêtent à rejoindre le Groupe ESA pour y effectuer leurs études de techniciens, licences, Agriculadre, ingénieurs, docteurs, rassurons-les, ils ne sont pas si « primaires » que ça ! C'est un vrai choix d'avenir que celui de se former pour participer activement à la résolution des principaux problèmes qui se poseront à nos contemporains !

Bruno Parmentier,
directeur général

¹ Peu d'hommes sur terre peuvent se prévaloir d'avoir dirigé successivement le constructeur automobile Ford, puis le secrétariat d'état à la défense américain (en pleine guerre du Viet-Nam) et enfin la Banque Mondiale ; cet aveu d'impuissance (ou de cynisme ?) n'en prend que plus de poids.